

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206399]

16 NOVEMBRE 2023. — Décret relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° le bâtiment améliorable : le bâtiment abritant un milieu d'accueil de type 1 qui ne respecte pas les critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil mais qui le deviendrait moyennant l'exécution de travaux appropriés dont le coût et l'ampleur ne dépassent pas les limites fixées par la programmation visée à l'article 3;

2° le bâtiment non améliorable : le bâtiment qui abrite un milieu d'accueil de type 1 qui ne respecte pas les critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil et qui exige, pour le devenir, des travaux dont le coût et l'ampleur dépassent les limites fixées par la programmation visée à l'article 3;

3° le cadastre : la liste des milieux d'accueil de type 1 comportant leur adresse, une description des biens immobiliers dédiés à leur mission et de leur état au regard des critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil;

4° la construction : le fait de bâtir, faire bâtir ou acquérir un bâtiment qui n'a jamais été occupé ou dont la construction du gros œuvre n'est pas achevée;

5° les critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil : les critères minimaux à remplir en matière d'infrastructure des milieux d'accueil conformément au décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par " l'Office " et des services d'accueil spécialisés de la petite enfance, à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et son annexe 1, à l'annexe 4 du CRWASS, ainsi qu'aux normes en vigueur en termes de salubrité, de sécurité ou de performance énergétique;

6° le CRWASS : le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

7° le jour ouvrable : le jour qui n'est ni un samedi ni un dimanche ni un jour férié légal;

8° le maintien de places : l'achat de bâtiments déjà construits ou à construire, la construction, la réhabilitation ou la restructuration de bâtiments, l'équipement, le premier ameublement ou l'acquisition d'un droit réel sur un terrain ou sur un bâtiment, affectés ou destinés à être affectés aux places d'accueil autorisées et subventionnées par l'O.N.E. ou aux places d'accueil agréées et subventionnées par la Région wallonne et gérées par les milieux d'accueil, permettant au milieu d'accueil de type 1 d'atteindre les critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil et, par-là, de garantir le maintien des activités pour lesquelles il est autorisé ou agréé;

9° le milieu d'accueil :

a) un milieu d'accueil défini à l'article 3 du décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française et qui bénéficie d'une autorisation d'accueil;

b) une maison d'accueil agréée par la Région wallonne et qui entre dans les conditions d'un subventionnement défini à l'article 96 du CRWASS;

10° le milieu d'accueil de type 1 :

a) la crèche visée à l'article 3, 1°, du décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, qui bénéficie d'une autorisation d'accueil et du droit au subside d'accessibilité conformément aux articles 88 et 89 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillantes, (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s;

b) le service d'accueil spécialisé de la petite enfance visé à l'article 3, 4°, du décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, qui bénéficie du financement visé aux articles 27 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par " l'Office " et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance;

c) la maison d'accueil agréée visée au 9°, b);

11° le milieu d'accueil de type 2 : le milieu d'accueil visé au 9°, à l'exception du milieu d'accueil subventionné visé au 10°, soit :

a) la crèche autorisée par l'O.N.E. mais qui n'a pas droit au subside de base conformément à l'article 87 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillantes, (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s;

b) la crèche autorisée par l'O.N.E. et qui bénéficie du subside de base conformément à l'article 87 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillantes, (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s;

c) le service d'accueil d'enfants autorisé par l'O.N.E., visé à l'article 3, 3°, du décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française;

d) le (co)accueillant d'enfants autorisé par l'O.N.E., visé à l'article 3, 2°, du décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française;

e) le service d'accueil d'enfants malades à domicile autorisé par l'O.N.E., visé à l'article 3, 5°, du décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française;

12° l'O.N.E. : Office de la Naissance et de l'Enfance créé par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé " O.N.E. ";

13° la réhabilitation : le fait d'effectuer des travaux qui visent à supprimer une ou plusieurs causes de non-respect des critères minimaux de sécurité, de salubrité, de performance énergétique en matière d'infrastructure des milieux d'accueil de type 1 dans un bâtiment améliorable, ou modifier un bâtiment qui abrite un milieu d'accueil dont la dimension ou la structure est inadéquate en raison des critères d'autorisation établis par le décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par

" l'Office " et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et son annexe 1, et l'annexe 4 du CRWASS;

14° la restructuration : le fait d'effectuer des travaux sur un bâtiment dont la vocation initiale n'est pas l'occupation par un milieu d'accueil afin d'y créer un milieu d'accueil ou modifier fondamentalement la structure du bâtiment améliorable ou non améliorable.

CHAPITRE 2. — *Programmation*

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement établit, selon les modalités qu'il détermine, une programmation pour l'octroi de subventions aux milieux d'accueil de type 1 destinées au maintien de places, au plus tard six mois après la prestation de serment de ses membres, à la suite du renouvellement du Parlement, sur une période de cinq ans, afin d'assurer, selon le cadre budgétaire défini au paragraphe 3, une correspondance adéquate des investissements en infrastructures sans que ceux-ci ne dépassent le cadre autorisé par l'O.N.E. et agréé par la Région wallonne.

§ 2. La programmation visée au paragraphe 1^{er} se fonde sur :

1° une évaluation effectuée l'année précédente sur base du cadastre établi selon les modalités définies par le Gouvernement;

2° le taux de couverture existant sur l'arrondissement où est localisé le milieu d'accueil subventionné;

3° l'indice socio-économique de l'arrondissement où est localisé le milieu d'accueil subventionné tel que défini par le Gouvernement;

4° la qualité du bâtiment qui abrite le milieu d'accueil de type 1, à savoir améliorable ou non améliorable;

5° l'investissement nécessaire au maintien de places.

§ 3. Le Gouvernement définit, tous les cinq ans, l'enveloppe destinée à couvrir l'octroi des subventions visées à l'article 4.

Le Gouvernement détermine les modalités d'indexation de l'enveloppe visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 3. — *Subventionnement*

Section 1^{re}. — Milieux d'accueil de type 1

Art. 4. Dans le cadre de la programmation visée à l'article 3, le Gouvernement peut octroyer, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention :

1° au milieu d'accueil de type 1 dans le but d'assurer le maintien de places;

2° au titulaire du droit réel sur un bâtiment abritant un milieu d'accueil de

type 1, s'il est distinct dudit milieu d'accueil, dans le but d'assurer le maintien de places pour autant qu'il soit organisé par une personne morale de droit public, une fondation, une société coopérative agréée comme entreprise sociale ou une association sans but lucratif;

3° à une personne morale de droit public, à une fondation, une coopérative agréée comme entreprise sociale ou à une association sans but lucratif, qui n'est pas un milieu d'accueil de type 1, pour l'achat d'un bâtiment visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, dans le but d'abriter un milieu d'accueil de type 1 et d'assurer le maintien de ses places.

Le Gouvernement arrête les modalités, les montants et les conditions d'octroi de la subvention.

Art. 5. La subvention visée à l'article 4 est affectée :

1° à l'achat d'un bâtiment déjà construit;

2° à l'achat d'un bâtiment à construire;

3° à la construction d'un bâtiment;

4° à la réhabilitation d'un bâtiment;

5° à la restructuration d'un bâtiment;

6° à l'équipement et au premier ameublement d'un bâtiment;

7° à l'acquisition d'un droit réel sur le terrain ou le bâtiment aux conditions définies par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les critères de performance énergétique, de durabilité, d'accessibilité et de mobilité auxquels répond le bâtiment visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. L'affectation du bâtiment aux activités d'un milieu d'accueil de type 1 autorisé ou agréé, objet de la subvention, ne peut pas être modifiée pendant la durée d'amortissement fixée comme suit :

1° vingt ans pour la construction d'un bâtiment à dater de l'ouverture du milieu d'accueil de type 1;

2° vingt ans pour l'achat d'un bâtiment à dater de l'ouverture du milieu d'accueil de type 1;

3° vingt ans pour la réhabilitation et la restructuration à dater de la réception provisoire des travaux;

4° cinq ans pour les équipements et le premier ameublement à dater de l'ouverture du milieu d'accueil subventionné.

Art. 7. Le demandeur peut confier la gestion du milieu d'accueil à une personne morale de droit public, une fondation, une coopérative agréée comme entreprise sociale ou une association sans but lucratif dans les conditions et selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 8. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer en dehors d'une programmation visée à l'article 3, selon les modalités qu'il détermine, des subventions aux milieux d'accueil de type 1, lorsque l'urgence impérieuse qui résulte d'événements imprévisibles pour le milieu d'accueil de type 1 ne permet pas de s'inscrire dans le cadre d'une programmation. Les circonstances invoquées pour justifier l'urgence impérieuse ne peuvent, en aucun cas, être imputables au milieu d'accueil de type 1.

Section 2. — Milieux d'accueil de type 2

Art. 9. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention au milieu d'accueil de type 2 destinée à l'achat de matériel spécifique à l'activité du milieu d'accueil en lien direct avec le lieu d'accueil, tels que repris dans une liste établie par le Gouvernement, dans le but de créer ou maintenir les places d'accueil autorisées par l'O.N.E.

Le Gouvernement arrête les modalités de demandes ainsi que les modalités, les montants et les conditions d'octroi de la subvention.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention au milieu d'accueil de type 2 visé à l'article 2, 11^o, d), destinée aux travaux de sécurisation en lien direct avec le lieu d'accueil, tels que repris dans une liste établie par le Gouvernement, dans le but de créer ou maintenir les places d'accueil autorisées par l'O.N.E.

Le Gouvernement arrête les modalités de demandes ainsi que les modalités, les montants et les conditions d'octroi de la subvention.

§ 3. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention au milieu d'accueil de type 2 visé à l'article 2, 11^o, a) et b), destinée aux travaux de sécurisation ainsi que ceux relatifs à la performance énergétique et à la salubrité du bâtiment en lien direct avec le lieu d'accueil, tels que repris dans une liste établie par le Gouvernement, dans le but de créer ou maintenir les places d'accueil autorisées par l'O.N.E.

L'affectation du bâtiment aux activités d'un milieu d'accueil de type 2 visé à l'article 2, 11^o, a) et b), objet de la subvention, ne peut pas être modifiée pendant dix ans à dater de la fin des travaux.

Le Gouvernement arrête les modalités de demandes ainsi que les modalités, les montants et les conditions d'octroi de la subvention.

Section 3. — Dispositions communes

Art. 10. Le demandeur informe, par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et dans les dix jours ouvrables, le service désigné par le Gouvernement s'il a sollicité ou obtenu une intervention financière en dehors du champ d'application du présent décret pour la réalisation du même investissement en application d'autres dispositions légales, réglementaires ou contractuelles.

Les subventions qui ont le même objet et qui sont accordées sur la base d'autres réglementations, sont cumulables avec les subventions accordées sur la base du présent décret, ces dernières ne pouvant alors excéder la différence entre le total de l'investissement consenti sur les postes concernés et les subventions accordées sur la base d'autres réglementations.

Art. 11. Le Gouvernement détermine les modalités de contrôle de l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

En cas de non-respect des obligations prévues par le présent décret ou en vertu de celui-ci, le Gouvernement, selon les modalités et la procédure qu'il détermine, suspend, retire ou récupère tout ou partie de la subvention.

Le demandeur porte à la connaissance du service désigné par le Gouvernement tout élément qui a une incidence sur le maintien de la subvention, par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, dans les dix jours ouvrables de sa survenance.

Art. 12. Le traitement des données à caractère personnel réalisé sur la base du présent décret a lieu avec pour seule finalité le subventionnement des infrastructures d'accueil et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance.

Le responsable du traitement des données à caractère personnel est le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale.

Les données obtenues par le responsable du traitement ne sont accessibles qu'aux services en charge du subventionnement des infrastructures de la petite enfance et ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle :

1^o est intervenue la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement, le cas échéant;

2^o est intervenu le paiement intégral des subventions octroyées sur la base du présent décret;

3^o la durée d'amortissement des bâtiments telle que visée par le présent décret prend fin;

4^o est intervenue la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 13. Chaque année, le Gouvernement dépose au Parlement un rapport sur l'état d'avancement de la programmation et des subventions octroyées en fonction du présent décret.

CHAPITRE 4. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

Art. 14. Les demandes de subventions introduites plus de six mois avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles pour autant qu'elles aient reçu un accord sur l'avant-projet visé au point II de la procédure pour demande de subvention visant la construction de bâtiment de l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française précité, avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles est abrogé.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2024.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 16 novembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1476 (2023-2024) N° 1 à 10

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 novembre 2023

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206399]

16 NOVEMBER 2023. — Decreet betreffende de subsidiëring van infrastructuur en uitrusting van opvangomgevingen voor jonge kinderen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° het verbeterbaar gebouw: een gebouw waarin een opvangomgeving van type 1 is gehuisvest dat niet voldoet aan de minimale infrastructuurcriteria voor opvangomgevingen, maar dat dat wel zou worden als er passende werkzaamheden zouden worden uitgevoerd, waarvan de kosten en de omvang de grenzen van het in artikel 3 bedoelde programma niet overschrijden;

2° het onverbeterebaar gebouw: een gebouw waarin een opvangomgeving van type 1 is gehuisvest dat niet voldoet aan de minimale infrastructuurcriteria voor opvangomgevingen en dat, om zodanig te worden, werkzaamheden vereist waarvan de kosten en de omvang de limieten overschrijden die zijn vastgesteld door het programma waarnaar wordt verwezen in artikel 3;

3° het kadaster: een lijst van opvangcentra type 1, met hun adres, een beschrijving van het onroerend goed dat voor hun taak is bestemd en hun staat wat betreft de minimale infrastructuurcriteria voor opvangomgevingen;

4° de constructie: het bouwen, laten bouwen of verwerven van een gebouw dat nooit bewoond is geweest of waarvan de ruwbouw niet is voltooid;

5° de minimumcriteria voor de infrastructuur van de kinderopvangomgevingen : de minimumcriteria waaraan moet worden voldaan met betrekking tot de infrastructuur van opvangomgevingen in overeenstemming met het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de " Dienst " en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings-

subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders en zijn bijlage 1, bijlage 4 van het "CRWASS", evenals de geldende normen op het vlak van gezondheid, veiligheid of energieprestaties;

6° het "CRWASS": het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

7° de werkdag: de dag die geen zaterdag, zondag of feestdag is;

8° instandhouding van de plaatsen: de aankoop van reeds opgetrokken of nog op te trekken gebouwen, de bouw, de renovatie of de herstructurering van gebouwen, de uitrusting, de initiële inrichting of de verwerving van een zakelijk recht op een terrein of een gebouw, toegewezen of bestemd om toegewezen te worden aan opvangplaatsen die erkend en gesubsidieerd zijn door "O.N.E. of aan door het Waals Gewest erkende en gesubsidieerde opvangplaatsen en beheerd worden door de opvangcentra, waardoor de opvangomgeving van type 1 kan voldoen aan de minimale infrastructuurcriteria voor opvangomgevingen en bijgevolg de instandhouding kan garanderen van de activiteiten waarvoor het erkend of gemachtigd is;

9° de opvangomgeving :

a) een opvangomgeving zoals gedefinieerd in artikel 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap en die beschikt over een opvangvergunning;

b) een opvangtehuis dat erkend is door het Waals Gewest en dat in aanmerking komt voor een subsidie zoals bepaald in artikel 96 van de "CRWASS";

10° de opvangomgeving type 1:

a) het kinderdagverblijf bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, dat geniet van een opvangvergunning en het recht op de subsidie voor de toegankelijkheid overeenkomstig de artikelen 88 en 89 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders

b) de gespecialiseerde dienst voor de opvang van jonge kinderen bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, die geniet van de financiering bedoeld in de artikelen 27 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de "Dienst" en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind;

c) het opvangtehuis bedoeld in 9°, b);

11° de opvangomgeving type 2: de opvangomgeving bedoeld in 9°, met uitzondering van de gesubsidieerde opvangomgeving bedoeld in 10°, d.w.z. :

a) Het kinderdagverblijf dat door "O.N.E." is goedgekeurd maar dat geen recht heeft op de basissubsidie overeenkomstig artikel 87 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders

b) het kinderdagverblijf dat door "O.N.E." is goedgekeurd en dat geniet van de basissubsidie overeenkomstig artikel 87 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders

c) het kinderopvangcentrum dat door "O.N.E." is goedgekeurd, bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

d) de mede-onthaalouders van onafhankelijke kinderen die door "O.N.E." zijn goedgekeurd, bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

e) de thuisopvangorganisatie voor zieke kinderen die door "O.N.E." is goedgekeurd, bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

12) de "O.N.E.": Office de la Naissance et de l'Enfance opgericht bij het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort "O.N.E.";

13° renovatie : het uitvoeren van werken met het oog op het wegwerken van één of meerdere oorzaken van de niet-naleving van de minimumcriteria inzake veiligheid, gezondheid en energieprestaties voor de infrastructuur van de opvangomgevingen van type 1 in een verbeterbaar gebouw, of het aanpassen van een gebouw waarin een opvangomgeving is ondergebracht waarvan de omvang of de structuur niet voldoet ten gevolge van de vergunningscriteria vastgelegd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de "Dienst" en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders en zijn bijlage 1, en bijlage 4 van het "CRWASS";

14° herstructurering: het uitvoeren van werkzaamheden aan een gebouw dat oorspronkelijk niet bedoeld was om door een opvangomgeving te worden bewoond, teneinde een opvangomgeving te creëren of de structuur van het gebouw fundamenteel te wijzigen, ongeacht of het al dan niet kan worden verbeterd.

HOOFDSTUK 2. — *Programming*

Art. 3. § 1. De Regering stelt, op de wijze die zij bepaalt, een programma vast voor de toekenning van subsidies aan opvangomgevingen van het type 1 bestemd voor de instandhouding van de plaatsen, uiterlijk zes maanden na de beëdiging van haar leden, na de vernieuwing van het Parlement, over een periode van vijf jaar, teneinde, binnen het budgettaire kader bepaald in paragraaf 3, een adequate overeenstemming van de investeringen in de infrastructuur te verzekeren zonder dat deze het door de "O.N.E." toegestane en door het Waals Gewest goedgekeurde kader overschrijden.

§ 2 De in lid 1 bedoelde programmering wordt gebaseerd op :

- 1° een beoordeling die het voorgaande jaar werd uitgevoerd op basis van het kadaster dat werd opgesteld volgens de door de Regering bepaalde procedures;
- 2° de bestaande dekkingsgraad in de gemeente waar de gesubsidieerde opvangomgeving zich bevindt;
- 3° de sociaaleconomische index van het arrondissement waarin de gesubsidieerde opvangomgeving zich bevindt, zoals bepaald door de Regering;
- 4° de kwaliteit van het gebouw waarin de opvangomgeving van type 1 is ondergebracht, m.a.w. of die al dan niet voor verbetering vatbaar is;
- 5° de investering die nodig is om plaatsen te behouden.

§ 3. De Regering stelt om de vijf jaar de enveloppe vast die bestemd is om de in artikel 4 bedoelde subsidies te dekken.

De Regering bepaalt hoe de in lid 1 bedoelde enveloppe wordt geïndexeerd.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring*

Afdeling 1. — Opvangomgevingen type 1

Art. 4. In het kader van de in artikel 3 bedoelde programmering kan de Regering, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, een subsidie toekennen :

- 1° aan de opvangomgeving type 1 om plaatsen te behouden;
- 2° aan de houder van het zakelijk recht in een gebouw waarin een opvangomgeving van het type 1 is ondergebracht, als het los staat van dat opvangomgeving, met het oog op het behoud van plaatsen, op voorwaarde dat het wordt georganiseerd door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een stichting, een coöperatieve vereniging erkend als sociale onderneming of een vereniging zonder winstoogmerk;
- 3° aan een publiekrechtelijke rechtspersoon, een stichting, een coöperatieve vereniging erkend als sociale onderneming of een vereniging zonder winstoogmerk, die geen opvangomgeving type 1 is, voor de aankoop van een gebouw bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1° en 2°, met het oog op de huisvesting van een opvangomgeving type 1 en de instandhouding van zijn plaatsen.

De Regering bepaalt de modaliteiten, bedragen en voorwaarden voor de toekenning van die subsidie.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde subsidie wordt besteed aan :

- 1° de aankoop van een gebouw dat al gebouwd is;
- 2° de aankoop van een op te richten gebouw;
- 3° de bouw van een gebouw;
- 4° de renovatie van een gebouw;
- 5° de herstructurering van een gebouw;
- 6° de uitrusting en de eerste inrichting van een gebouw;
- 7° de verwerving van een zakelijk recht op de grond of het gebouw onder de voorwaarden bepaald door de Regering.

De Regering bepaalt de criteria inzake energieprestatie, duurzaamheid, toegankelijkheid en mobiliteit waaraan het in lid 1 bedoelde gebouw moet voldoen.

Art. 6. Het gebruik van het gebouw voor de activiteiten van een opvangomgeving van type 1, waarvoor subsidie wordt verleend, mag niet worden gewijzigd gedurende de afschrijvingsperiode die als volgt is vastgesteld :

- 1° twintig jaar voor de bouw van een gebouw vanaf de opening van de opvangomgeving van type 1;
- 2° twintig jaar voor de aankoop van een gebouw vanaf de opening van de opvangomgeving van type 1;
- 3° twintig jaar voor renovatie en herstructurering vanaf de datum van voorlopige oplevering van de werken;
- 4° vijf jaar voor de uitrusting en de eerste inrichting vanaf de opening van de gesubsidieerde opvangomgeving.

Art. 7. De aanvrager kan het beheer van de opvangomgeving toevertrouwen aan een publiekrechtelijke rechtspersoon, een stichting, een coöperatieve die is erkend als sociale onderneming of een vereniging zonder winstoogmerk, onder de voorwaarden en volgens de procedures die door de Regering zijn vastgesteld.

Art. 8. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering subsidies verlenen aan opvangomgevingen van het type 1 buiten de in artikel 3 bedoelde programmering om, onder de voorwaarden die zij vaststelt, wanneer de dringende behoefte aan hulp voortvloeit uit gebeurtenissen die voor de opvangomgeving van het type 1 niet te voorzien zijn en niet in de programmering kunnen worden opgenomen. De omstandigheden die worden aangevoerd om de dwingende urgentie te rechtvaardigen, kunnen in geen geval worden toegeschreven aan de opvangomgeving van type 1.

Afdeling 2. — Opvangomgevingen type 2

Art. 9. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan opvangomgevingen van type 2 een subsidie toekennen voor de aankoop van specifieke uitrusting voor de activiteit van de opvangomgeving in directe verbinding met de opvangplaats, zoals die welke zijn opgenomen in een door de Regering opgestelde lijst, met het oog op het creëren of in stand houden van de door de O.N.E. toegelaten opvangplaatsen.

De Regering bepaalt de aanvraagmodaliteiten, alsook de modaliteiten, bedragen en voorwaarden voor de toekenning van die subsidie.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen aan de opvangomgeving van type 2 bedoeld in artikel 2, 11°, *d)*, bestemd voor veiligheidswerken die rechtstreeks verband houden met de opvangplaats, zoals opgenomen in een door de Regering opgestelde lijst, met het oog op het creëren of in stand houden van de door de O.N.E. erkende opvangplaatsen.

De Regering bepaalt de aanvraagmodaliteiten, alsook de modaliteiten, bedragen en voorwaarden voor de toekenning van die subsidie.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen aan de opvangomgeving van type 2 bedoeld in artikel 2, 11°, *d*), bestemd voor veiligheidswerken alsook voor werken in verband met de energieprestatie en de gezondheid van het gebouw die rechtstreeks verband houden met de opvangplaats, zoals opgenomen in een door de Regering opgestelde lijst, met het oog op het creëren of in stand houden van de door de O.N.E. erkende opvangplaatsen.

Het gebruik van het gebouw voor de activiteiten van een opvangomgeving van het type 2 bedoeld in artikel 2, 11°, *a*) en *b*), waarvoor de subsidie wordt toegekend, mag niet worden gewijzigd gedurende een periode van tien jaar vanaf de datum van voltooiing van de werkzaamheden.

De Regering bepaalt de aanvraagmodaliteiten, alsook de modaliteiten, bedragen en voorwaarden voor de toekenning van die subsidie.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 10. Binnen tien werkdagen moet de aanvrager de door de Regering aangewezen dienst op de hoogte brengen, op eender welke manier die een zekere datum aan de verzending verbindt, indien hij voor dezelfde investering financiële steun heeft aangevraagd of verkregen buiten het toepassingsgebied van dit decreet krachtens andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepalingen.

Subsidies die hetzelfde doel hebben en die op grond van andere reglementeringen worden verleend, mogen worden gecumuleerd met subsidies die op grond van dit decreet worden verleend, waarbij deze laatste niet hoger mogen zijn dan het verschil tussen de totale investering in de betrokken posten en de subsidies die op grond van andere reglementeringen worden verleend.

Art. 11. De Regering bepaalt de procedures voor de controle op de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

In geval van niet-naleving van de bij of krachtens dit decreet opgelegde verplichtingen, zal de Regering de subsidie geheel of gedeeltelijk opschorten, intrekken of terugvorderen volgens de door haar vastgestelde voorwaarden en procedure.

De aanvrager stelt de door de Regering aangewezen dienst binnen tien werkdagen in kennis van elke factor die van invloed is op de voortzetting van de subsidie, bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend.

Art. 12. Persoonsgegevens worden verwerkt op basis van dit decreet met als enig doel het subsidiëren van de opvanginfrastructuren en de uitrusting van opvangomgevingen voor jonge kinderen

De beheerder van de persoonsgegevens is de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie.

De door de verantwoordelijke voor de verwerking verkregen gegevens zijn alleen toegankelijk voor de afdelingen die verantwoordelijk zijn voor de subsidiëring van infrastructuren voor jonge kinderen en worden niet langer bewaard dan noodzakelijk is voor het doel waarvoor ze worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin :

1° de verjaringstermijn is verstreken voor alle acties die onder de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijke vallen, indien van toepassing;

2° de op basis van dit decreet toegekende subsidies volledig betaald zijn;

3° de afschrijvingsperiode voor de gebouwen bedoeld in dit decreet eindigt;

4° alle daarmee verband houdende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen definitief zijn beëindigd.

Art. 13. Elk jaar zal de Regering aan het Parlement verslag uitbrengen over de voortgang van de programmering en de subsidies die in het kader van dit decreet worden toegekend.

HOOFDSTUK 4. — Overgangs-, intrekings- en slotmaatregelen

Art. 14. De subsidieaanvragen die meer dan zes maanden voor de inwerkingtreding van dit decreet werden ingediend, blijven onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 betreffende de regeling voor de Franse Gemeenschap van toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderbewaarplaatsen, zuigelingenafdelingen, de moederhuizen en onthaalcentra, evenals voor de uitbreiding, de ombouwing, de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen van deze panden, op voorwaarde dat ze een goedkeuring hebben gekregen voor het voorontwerp bedoeld in punt II van de procedure voor het aanvragen van een subsidie voor de oprichting van een gebouw.

Art. 15. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 betreffende de regeling voor de Franse Gemeenschap van toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderbewaarplaatsen, zuigelingenafdelingen, de moederhuizen en onthaalcentra, evenals voor de uitbreiding, de ombouwing, de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen van deze panden wordt opgeheven.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2024.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in het eerste lid bepalen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 november 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024
Stukken van het Waals Parlement, 1476 (2023-2024) Nrs. 1 tot 10
Volledig verslag, plenaire vergadering van 16 november 2023.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206483]

**12 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le programme communal
de développement rural de la commune de Bassenge**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu la délibération du Conseil communal de Bassenge du 22 décembre 2022 adoptant le projet de Programme
Communal de Développement Rural;

Vu l'avis du pôle « Aménagement du territoire » du 31 mars 2023;

Considérant que la commune de Bassenge ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur la proposition de la Ministre de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme communal de développement rural de la commune de Bassenge est approuvé pour
une période de 10 ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de
Développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet
effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre qui a le développement rural dans ses attributions.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80

du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales
et réglementaires en vigueur.

Art. 6. La Ministre de la Ruralité est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 12 octobre 2023.

Namur, le 12 octobre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER